

Laos. Difficultés et enjeux de la conservation du patrimoine au Laos (Colloque EFEO de Vientiane, 12-15 fév 1996)

In: Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Tome 83, 1996. pp. 357-363.

Citer ce document / Cite this document :

Becchetti Catherine. Laos. Difficultés et enjeux de la conservation du patrimoine au Laos (Colloque EFEO de Vientiane, 12-15 fév 1996). In: Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Tome 83, 1996. pp. 357-363.

doi : 10.3406/befeo.1996.3804

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/befeo_0336-1519_1996_num_83_1_3804

LAOS

Difficultés et enjeux de la conservation du patrimoine au Laos (Colloque EFEO de Vientiane, 12-15 février 1996)

Dans le cadre de la coopération menée, depuis bientôt trois ans, par l'École française d'Extrême-Orient avec le ministère de l'Information et de la Culture de la République démocratique populaire du Laos, quatre journées de séminaire ont été organisées à Vientiane, du 12 au 15 février 1996, sur le thème de la préservation du patrimoine artistique et historique du pays.

Ce séminaire, d'abord conçu à la demande du ministère comme un stage pour la formation de ses cadres, a pris en fait la tournure d'un colloque, puisque plusieurs de nos partenaires lao sont intervenus, soit de manière informelle dans les discussions, soit en proposant eux-mêmes des communications.

Le programme comprenait, chaque matin trois ou quatre conférences théoriques s'appuyant pour la plupart sur la projection de diapositives et de documents graphiques, et tous les après-midi un atelier ou une visite de site, commentée par un des conférenciers.

Une cinquantaine de personnes ont participé aux réunions, ouvertes le premier jour par le vice-ministre de l'Information et de la Culture, M. Bouabane Vorakhoun, et clôturées le dernier soir à la résidence de l'ambassadeur de France, M. Gérard Chesnel. En outre, le secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO, M. Kamphao Phonkeo, le président de la Commission des Affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, M. Phou Rasphone, et les principaux représentants de l'Archéologie et des Musées du Ministère nous ont honorés de leur présence.

Rappelons qu'il s'agissait du deuxième colloque organisé dans les locaux de l'EFEO, à Vientiane, par le « Fonds d'édition des manuscrits du Laos »¹, et l'effet de cette régularité, réhaussé par le renouvellement des chercheurs et des compétences, a été ressenti comme un signe de solidité pour ce qui est de notre implantation locale, et de cohésion au niveau de notre institution (cf. liste des intervenants *infra*).

À la suite de ces journées, les responsables lao ont exprimé la nécessité de garder une trace écrite des communications. En effet, à l'heure même où la ville de Luang Prabang vient d'être inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, un besoin immense d'information et de mise à niveau se fait sentir, à tous les échelons de l'administration du pays (cf. la politique de développement des ressources humaines qui est actuellement une des priorités du Laos). Ce qui manque le plus à ce projet d'éducation, orchestré par le gouvernement parce qu'il s'insère dans un programme plus vaste de restauration des valeurs nationales, ce sont, comme l'a souligné M. Thongkham Onemanison, directeur du Département de la Littérature et de la Culture populaire, les supports d'enseignement, la documentation, bref des instruments de réflexion pour l'instruction des fonctionnaires et des étudiants, ce qui ne veut pas seulement dire des manuels et des méthodes, mais aussi un vocabulaire technique et des outils conceptuels. C'est au moins autant un problème de

1. Cf. « Journée EFEO du 27 janvier 1995 à Vientiane: un an de coopération pour l'étude des manuscrits et du bouddhisme lao », BEFEO (1995), p. 353-362.

mentalités que de compétences, et ces deux aspects de la question ont été amplement développés pendant le séminaire. Il a donc été décidé de publier les Actes de ce colloque, avec l'aide des Services culturels de l'Ambassade ¹, et dans la mesure du possible, d'ajouter en annexe du volume un lexique des termes techniques les plus couramment employés pendant ces journées. Nous nous contenterons donc ici de quelques remarques et réflexions nées dans la mouvance des discussions, concernant les difficultés et des atouts de la préservation du patrimoine au Laos.

Les obstacles à la préservation

En ce qui concerne les mentalités, il est certain que les mutations en cours au Laos depuis quelques années dans les secteurs économique et commercial principalement, l'ouverture aux investissements étrangers et l'afflux — encore modéré mais prévisible — des touristes, s'accompagnent inévitablement de changements au niveau social, et font surgir des problèmes en matière de juridiction, de ligne idéologique et d'éducation. Aucune décision gouvernementale concernant la conservation du patrimoine ne saurait avoir d'impact véritable sans une prise de conscience collective, et en particulier une éducation des esprits au niveau local et provincial. F. Bizot, dans son introduction au colloque, a souligné cette dimension socio-culturelle du problème, qui n'implique pas seulement une maîtrise des techniques de restauration et de conservation, mais aussi, et avant tout, une sensibilisation et une compréhension au niveau de la population, ainsi qu'une bonne coordination entre d'une part les priorités définies par le gouvernement et d'autre part les intérêts locaux gérés par l'administration des provinces (kwèng) et des districts (muong).

Ce qui se passe le plus souvent, c'est que la politique gouvernementale en faveur du patrimoine (voir par exemple la circulaire du ministre des Communications, Transports, Postes et Constructions du 20 septembre 1995 déclarant que la destruction de pagodes, de bâtiments et de maisons anciennes de plus de 50 ans est juridiquement soumise à autorisation préalable) est paralysée par les lenteurs de la bureaucratie, le manque de coordination et de moyens dans l'exécution des décisions sur le terrain, l'absence d'un contrôle et d'une législation efficace. De plus, les dispositions provisoires, comme celles que nous venons de mentionner, sont loin de pallier le manque d'inventaire général du patrimoine national. Faute de moyens et de méthodes, ce projet, mis en œuvre depuis plusieurs années et relancé par l'UNESCO, n'est pas encore achevé. De plus les mesures gouvernementales ont toutes les chances de se heurter à des équilibres locaux : le Ministère des Affaires étrangères s'est engagé auprès des responsables de l'UNESCO à présenter cette année une loi cadre sur la protection du patrimoine et à se donner les moyens de la faire appliquer, alors que la province de Luang Prabang s'était récemment vu attribuer l'entière responsabilité en matière de gestion et de restauration de son patrimoine urbain. Ce qui complique encore les choses, c'est que plusieurs ministères entrent en ligne de compte : Construction, Information et Culture, Tourisme, Éducation, Industrie et Artisanat, Affaires étrangères, Plan et Coopération, qui doivent harmoniser le jeu de leurs pouvoirs et accorder leurs décisions. Pour cela, le Laos envisage la création d'une commission nationale interministérielle du Patrimoine et une première commission provinciale à Luang Prabang. Elles devraient empêcher que les décisions prises au niveau de l'État soient à tout moment court-circuitées ou devancées par des entreprises de niveau local engagées à la va-vite sous la pression d'intérêts financiers à court terme. La remise à neuf de l'ancienne résidence du prince Phetsarath à Luang Prabang, à laquelle vient s'ajouter la construction d'un hôtel sur le même terrain en bordure du Mékong, est un exemple criant de restauration mal comprise, faite en dehors du respect de son environnement et de la notion de zone naturelle de protection...

1. À paraître dans la collection des Cahiers de France, Vientiane, 1997.

Un autre élément, qui pourrait être un moteur de la préservation du patrimoine monumental, joue en fait à son encontre : c'est le renouveau de la religiosité et la reviviscence des pagodes sous l'impulsion des communautés villageoises et urbaines. Celles-ci, en effet, ont retrouvé depuis quelques années une certaine confiance, et n'hésitent plus, comme il y a vingt ans, à faire étalage de dépenses cultuelles ni à restaurer leurs monastères de manière ostentatoire ; mais elles le font, compte tenu des coûts, avec des matériaux à bon marché, jurant la plupart du temps avec leur environnement et nullement en harmonie avec l'ancienne pagode. Le monastère en effet appartient d'abord au village, qui s'arroge le droit de le défigurer par devoir d'entretien comme par goût du neuf, avec la complicité et le soutien actif des bonzes, puisqu'il s'agit tout autant d'acquérir des mérites. Ainsi peuvent disparaître en quelques semaines les rares vestiges d'une tradition architecturale déjà bien entamée par les vicissitudes de l'histoire, et il semble, lorsqu'on pose la question aux responsables du Département de l'Archéologie, qu'aucun moyen de surveillance ou de contrôle n'ait été réellement mis en place pour lutter en pratique contre cet état de fait. C'est le drame des charpentes de béton et des toitures refaites avec des tuiles vernissées provenant de Thaïlande, celui des sentiers forestiers menant sur des sites religieux ancestraux, comme celui de Vane Sang, « nettoyés » et asphaltés en quelques jours pour ouvrir la voie aux pèlerins et aux touristes, sans parler du bétonnage des abords de temples rendant impossible toute fouille archéologique aux endroits qui pourraient nous révéler des pans importants de l'histoire. L'État n'a pratiquement aucun moyen de pression sur ce type d'intervention décidée en quelque sorte dans le Saint du monastère, qui a toujours l'avantage du prestige social, du mérite religieux, et est regardée comme un acte bénéfique pour la communauté. Les bonzes qui se présentent comme des alliés potentiels dans l'effort national de rééducation de la population, jouent là un rôle ambigu, dû au fait qu'ils manquent eux-mêmes de formation, qu'ils n'ont aucun critère de choix ni aucune base de référence en dehors des stéréotypes récemment importés de Bangkok, ni aucune limite que celle de leurs moyens financiers exigus. Seules des réunions d'information visant à expliquer les efforts de sauvegarde pour y associer la population pourraient peut-être modifier cet état des choses, comme cela a été mis en œuvre à Luang Prabang par des démarches nombreuses auprès des chefs de village, de l'Union bouddhique, du Front d'Édification nationale, des commerçants et des hôteliers. Encore faut-il en avoir la volonté et s'en donner les moyens.

Troisième obstacle : sur le plan esthétique l'ouverture et le développement actuel du pays entraînent des transformations irréversibles de l'environnement naturel et du paysage urbain en même temps qu'ils voient l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie dont les modèles culturels sont totalement étrangers aux coutumes et aux sensibilités locales. Déjà bien grignotée par l'invasion du compartiment chinois, l'architecture traditionnelle, progressivement étouffée par une esthétique « socialiste » figée dans des matériaux indestructibles, est aujourd'hui soumise au modèle standard de l'habitation thaïlandaise où se mêlent le rêve d'un confort à l'européenne, la mièvrerie d'un « raffinement oriental », et le mirage d'une harmonie à la Walt Disney. Des villas de nouveaux riches, avec des balustrades à colonnettes vernissées, des escaliers monumentaux et des toits verts ou bleus, s'élèvent à tous les coins de la capitale, sans aucun souci du contexte ni des traditions locales. L'accès, grâce à des matériaux à bas prix, à ces modèles importés des pays riches est, sans conteste, irrésistible — le problème venant du fait que la confusion semble totale entre ce qui fait riche et ce qui est beau. Hôtels, banques, centres commerciaux, s'inspirent tous des mêmes modèles sino-thaïs dont on imagine mal comment le Laos, progressivement investi par des capitaux étrangers, pourrait se démarquer.¹

1. Il faut noter toutefois que les bâtiments de l'époque française, d'architecture dite « coloniale », sont unanimement perçus comme faisant partie du patrimoine national, ce qui donne à réfléchir sur la relativité de la notion de patrimoine et sur ses frontières culturelles.

Un quatrième obstacle à la préservation du patrimoine, qui n'est pas le moindre, c'est la disparition des métiers. Si tant est que l'on se mette d'accord sur une politique à suivre en matière de restauration et de conservation, le Laos est-il encore capable de fournir des artisans, ou bien le fil a-t-il, comme au Cambodge, été rompu ? Il nous a semblé qu'il vaudrait la peine d'entreprendre sur ce point une enquête dans tout le pays, afin d'évaluer quelles seraient véritablement les potentialités locales d'une sauvegarde du patrimoine et quelle devrait être la part de l'expertise étrangère pour relancer la dynamique d'une transmission des savoir-faire.

Le cinquième obstacle, c'est l'ignorance, souvent avouée, des responsables eux-mêmes. Coupés de leurs racines et des modèles anciens par vingt ans de communisme radical, soumis à des pressions économiques (comme la construction de routes, de barrages hydroélectriques, etc.), ou influencés par des priorités et des intérêts à court terme, ils ne savent pas comment s'y prendre ni par où commencer. La préservation du patrimoine, un des fers de lance de la propagande nationaliste, s'avère donc un effet de discours bien plus qu'une réalité dont on se donne les moyens.

Il y a vingt ans, Pierre-Marie Gagneux se félicitait de la politique du gouvernement populaire qui avait affiché à son programme la nécessité d'« étudier et rassembler les anciens objets d'art dans les musées nationaux... Étudier et établir les inventaires, réparer et entretenir les monuments historiques, héritage précieux de la Nation... »¹. Il pensait que la mise en place de mesures comme la réorganisation des structures de la Recherche historique, regroupées dorénavant au sein d'un seul et même ministère (Éducation nationale), avec une direction des musées, une direction de l'archéologie, une direction de la Bibliothèque..., permettrait « de voir se dégager assez rapidement un art lao, voisin bien sûr de l'art siamois, mais parfaitement indépendant de celui-ci, aussi bien dans ses manifestations extérieures que dans son évolution ».... On est en droit de se demander aujourd'hui, à l'heure où ces questions ressurgissent et où naissent de nouveaux espoirs, si cette image d'un art lao n'était pas une construction de l'esprit servant la propagande de l'époque, comme elle doit aujourd'hui autant à ses concepteurs étrangers qu'aux productions du génie local.

Quoi qu'il en soit, ces obstacles de taille aboutissent à des contradictions auxquelles le gouvernement a beaucoup de mal à faire face. Tous pourtant s'accordent à reconnaître que c'est à lui qu'incombe en première instance la tâche de trouver et de faire respecter un équilibre entre, d'une part, le développement et la modernisation du pays, indispensable au bien-être de ses habitants, et, d'autre part, la préservation de son identité et de ses caractéristiques culturelles. Il s'agit donc en premier lieu de définir ces caractéristiques — ce qui relève en partie de l'histoire et de la recherche, et en partie, comme toujours, de l'idéologie —, et en second lieu, de les faire connaître et réassimiler par une population devenue comme étrangère à sa propre culture. Le chercheur lui-même a du mal à s'y retrouver, et parmi les Lao les plus conscients du problème, des contradictions se font jour, dues au fait qu'ils ont pour la plupart fait leurs études à l'étranger, et qu'ils ne sont pas imperméables eux non plus à certains mirages sociaux, ni insensibles aux standards esthétiques et moraux amenés par leurs voisins.

C'est donc bien tout d'abord un travail d'information et de sensibilisation qui doit être fait auprès de la population et à tous les niveaux de la hiérarchie. « La préservation du patrimoine ne peut pas être seulement le fait d'une démarche théorique ou d'une décision gouvernementale. Il faut d'abord et par-dessus tout qu'elle s'inscrive dans le vécu de la population, qu'elle respecte son rythme de vie quotidien et reflète un désir authentique, un attachement sincère à sa culture. Si elle ne procède pas d'une tendance en quelque sorte naturelle à rester fidèle au passé, on obtiendra au mieux un folklore, au pire une grimace collective. On ne force pas les gens à rester fidèles à leur passé s'ils n'en comprennent plus les valeurs et surtout si elles ne sont pas adaptées aux données socio-économiques d'une société en pleine évolution. Il y a, à la base de toute entreprise de conservation, tout un travail

1. P.-M. Gagneux, « Tendances actuelles de la recherche en RDP lao », *ASEMI* 1976, VII, 4.

d'information qui doit être principalement axé 1) sur la constitution d'une image à la fois réaliste et idéale de ce qui est supposé représenter les éléments fondamentaux de la tradition, et 2) sur la projection de cette image dans les esprits de telle sorte qu'ils puissent s'y reconnaître, s'y identifier, c'est-à-dire la percevoir comme un ensemble de caractères et de traits valorisants, adaptés à leur bonheur et conformes à leur désir. Le ministère de l'Information et de la Culture de masse a donc un rôle essentiel à jouer dans ce travail de communication et de promotion culturelle étroitement lié à l'idéologie. Sa fonction est au moins aussi importante que celle du ministère de l'Éducation, ou de celui de la Construction et de l'Urbanisme » (cf. conférence de F. Bizot).

Ensuite, et en attendant que se réalise cette presque utopique transformation des mentalités, il faudra pallier l'irresponsabilité et l'ignorance par des réglementations et des dispositions pénales. Même s'il est vrai qu'elles ne remplaceront jamais une réelle prise de conscience par la population de ses intérêts sur le long terme, elles peuvent aider à gagner du temps et à esquisser un virage.

Ce point concernant la juridiction à mettre en place et le cadre institutionnel de la préservation du patrimoine a fait l'objet de la communication de F. Engelman.

Atouts et enjeux de la préservation

Malgré toutes ces difficultés, que le colloque a su mettre en évidence, le Laos dispose de certains atouts pour la conservation de ses monuments et de ses traditions.

Le premier élément à souligner, c'est que ces vingt années de communisme n'ont pas été sur le plan culturel, comme dans certains pays, une période de table rase. Le régime, s'il n'a pas favorisé l'épanouissement des valeurs esthétiques, sociales et religieuses qui définissaient le Laos depuis des générations, a toutefois mis un frein aux débordements du modernisme et a même parfois constitué un rempart à certains abus du libéralisme galopant qui ont dramatiquement touché la Thaïlande voisine. « En fait de monuments anciens, il vaut mieux consolider que réparer, réparer que restaurer, restaurer que construire ; en aucun cas, il ne faut ajouter ni retrancher ». Toutes choses égales, et sans bien sûr que cela ait été le fait d'une volonté concertée des gouvernants, on peut dire que pendant les années du communisme, cette recommandation fut relativement respectée. Par manque de moyens et de politique, les monastères ont été conservés en l'état ; s'ils se sont abîmés, ils n'ont pas été défigurés par des restaurations audacieuses. Les ravages que l'on peut constater en se promenant dans Vientiane sont très récents pour la plupart, ou bien, au contraire, remontent à plus de vingt ans. Il existe encore dans le pays de nombreux exemples d'architecture et d'art traditionnels, quel que soit leur état de délabrement, comme il existe toujours des coutumes et des rites ancestraux. Nombre de sites anciens n'ont pas encore été fouillés, nombre de secteurs de l'artisanat, comme le tissage ou la vannerie, ont continué d'être actifs, même si la pauvreté des familles qui les pratiquaient les a parfois considérablement ralentis. Il ne semble pas impossible, sur cette base, de redonner un élan à certaines traditions puisque les références et les modèles existent toujours, et qu'on peut encore trouver des hommes et des femmes pour transmettre leur savoir.

En deuxième lieu, la conservation du patrimoine s'inscrit bien dans le programme idéologique actuel : l'internationalisme socialiste bat de l'aile, et l'on assiste en revanche à un regain des valeurs nationales, débouchant sur une nouvelle politique d'éducation et de santé visant à réactiver les forces vives du pays.

Il n'est peut-être donc pas aussi difficile qu'il semblerait d'aboutir à des solutions, dans la mesure où les intérêts du régime socialiste présent et ceux du passé trouvent là un véritable

terrain de jonction. On peut voir le reflet de cette convergence dans le fait que propagande et culture sont réunies au sein d'un même Ministère.

En fait, les questions culturelles n'existent et n'ont d'impact au Laos que parce qu'elles sont reformulées par les politiques (a) et réinvesties par l'idéologie (b).

(a) Une des priorités nationales actuelles, c'est la définition de l'identité du Laos. Le pays fut en proie durant toute son histoire aux invasions, aux pressions de ses voisins et aux pillages. À chaque guerre, ses monuments ont été détruits, ses productions littéraires et artistiques dilapidées, ses villes rasées. Ces humiliations successives ont provoqué de véritables trous dans la mémoire de sa population, comme ce fut le cas pour les habitants de Vientiane notamment, coupés pendant plusieurs décennies de leur ville et de leur passé. Le Laos d'aujourd'hui veut trouver une voie qui lui soit propre, et ce projet passe par un ancrage solide au niveau de son histoire et de sa culture. L'enjeu en est d'autant plus important que de multiples minorités ethniques réduisent encore le champ de la « laocité ». La légitimation du pouvoir passe par une sorte d'uniformisation culturelle, s'appuyant sur la légende, et prônant un retour aux sources de la civilisation.

(b) La préservation du passé et des traditions est brandie comme une sorte de bouclier contre le modèle thaï, qui sert à tous les niveaux de repoussoir (l'invasion culturelle est pire que l'invasion militaire). En même temps, la Thaïlande, présente à travers ses chaînes de télévision, ses antennes radio, ses produits partout en vente sur le marché, fascine, même si, dans le discours officiel, elle incarne l'ennemi par excellence, et tout ce qu'il ne faut pas faire en matière d'aménagement et de restauration : elle représente l'écueil et les conséquences dramatiques du développement capitaliste à outrance qui vide un pays de son âme. Le laotien est romantique, il est donc facilement sensibilisé à ce type de rejet et de manichéisme qui prend place dans sa mythologie. La valeur du « boran » (l'antique) et du « samai kon » (les temps anciens) est au moins égale à celle du respect des anciens.

L'arrivée des nouveaux riches sur les sites bouddhiques, l'exploitation des eaux et des forêts, de l'environnement en général, suscitent la méfiance, autant que l'envie et l'admiration.

La politique (ou le manque de politique) actuelle du gouvernement reflète bien ces ambiguïtés et ces paradoxes qui traversent l'esprit des lao. La France apparaît comme une alliée potentielle dans ce nouveau combat, pouvant fournir une aide technique et scientifique, des soutiens éducatifs sinon financiers, et permettre au Laos de réussir une bataille que les voisins ont manquée.

La restauration du Vat Long Khoun à Luang Prabang (1994), menée par une association qui réunissait des fonds français, pour la plupart, et des savoir-faire locaux, bien qu'elle n'ait pas représenté une grosse opération, a été au maximum exploitée par le ministère de la Culture parce qu'elle est un modèle de ce qui peut être fait et qu'elle constitue en quelque sorte une image de marque.

De même les travaux de la mission archéologique à Vat Phou (Marielle Santoni), alimentent cette idée que, comme par le passé, les monuments importants du pays voient leur sort lié à des initiatives françaises.

Des projets de restauration du Vat Sisaket réunissent à nouveau des architectes français (Ateliers de la Péninsule), des membres de l'EFEQ (Pierre Pichard), et des confrères laotiens, via l'Ambassade de France.

Parallèlement, sur le plan économique, le gouvernement a conscience des enjeux à moyen terme d'une politique touristique bien gérée.

Enfin, les communautés bouddhiques sont très influencées par les bonzes qui jouissent d'une autorité certaine, et le gouvernement a des moyens d'influence sur eux, à travers les associations notamment (en tout cas ils ne sont pas en conflit).

Une difficulté demeure, c'est que le patrimoine du Laos est caractérisé par une grande diversité de peuplements et de coutumes. Cette diversité est aussi ce qui fait la richesse du pays, mais il sera tout aussi difficile de la respecter qu'il est difficile, dans une logique de la conservation, d'admettre l'évolution naturelle de la vie urbaine et les mutations du quotidien.

Pas plus qu'on ne peut transformer un pays en musée des traditions, on ne peut l'identifier à des clichés uniformes et réducteurs. Là encore, les nuances sont subtiles, et toute la difficulté est de savoir trouver un juste équilibre entre la théorie et la réalité.

Le risque d'une politique musclée en matière de patrimoine qui conjugue en même temps les intérêts de l'économie, du tourisme, le respect des valeurs nationales, c'est-à-dire lao, les exigences de l'idéologie dominante et qui veut garder la main-mise sur les esprits, est d'aboutir à une expression figée, artificielle et uniforme du patrimoine, fruit d'une volonté centralisatrice qui transporte la culture au musée. Le musée de la Révolution à Vientiane est édifiant en ce qu'il montre ce que peut produire l'absence de moyens et la récupération de l'art au service de l'idéologie...

Au fond, entre un monastère restauré dans les règles de l'art, selon les normes idéales de la tradition, et la pagode de guingois, rafistolée au gré des donations, des moyens et des aspirations de ses villageois — avec sa télévision dans le fond de la galerie latérale, son horloge de cuisine accrochée au pilier à quelques centimètres de l'autel du Bouddha, son buffet verni contenant les restes d'un repas et des bougies fichées dans des bouteilles de Coca-Cola, superposition de styles et de visions —, lequel est le plus authentique, le plus représentatif du « génie » lao ?

Catherine BECCHETTI

Liste des intervenants

Catherine BECCHETTI-BIZOT, organisatrice du séminaire, chercheur détaché à l'EFEO, Vientiane
 François BIZOT, représentant de l'EFEO au Laos
 Bruno BRUGUIER, historien de l'Art, membre de l'EFEO, Phnom Penh
 Francis ENGELMAN, conseiller technique principal à l'ENAG, Vientiane
 François GRECK, architecte, Vientiane
 Sounantha KATTYASACK, chef de la Division de la préservation des Monuments historiques, architecte, ministère de la Culture et de l'Information, Laos
 Vieng Kéo SOUKSAVATDY, chef de la Division des Antiquités, ministère de la Culture et de l'Information, Laos
 Rodolpho LUJAN, expert à l'UNESCO (spécialiste des peintures murales), Rome
 Jean-Christophe MARCHAL, architecte, Vientiane
 Thongkham ONEMANISONE, directeur du Département de la Littérature et de la Culture de masse, ministère de la Culture et de l'Information, Laos
 Pierre PICHARD, membre de l'EFEO, architecte, Pondichéry
 Christophe POTTIER, chercheur détaché à l'EFEO, architecte, Angkor
 Marielle SANTONI, chef de la Mission archéologique française, Vat Phou (PRAL), chercheur au CNRS
 Thongsa SAYAVONGKHAMDY, directeur du Département des Musées et de l'Archéologie, ministère de la Culture et de l'Information, Laos
 Bouabane VORAKHOUNE, vice-ministre de l'Information et de la Culture.